



**Les Agences et Opérateurs
de l'État en lutte**

Communiqué de presse

Montreuil, le 14 novembre 2025

Contre le budget 2026, plusieurs syndicats d'opérateurs et d'agences de la transition écologique, sociale et sanitaire se réuniront en assemblée générale à la bourse du travail le mercredi 26 novembre à 14 h en salle Jean Jaurès (3 rue du Château d'eau, 75010 PARIS).

Soutenues par une centaine de personnalités scientifiques et politiques, plusieurs syndicats d'agences environnementales, sociales et sanitaires avaient déjà dénoncé lors du vote de la loi Duplomb les attaques sans précédent du gouvernement à leur encontre, dans une tribune publiée par le journal Le Monde le 25 juin 2025 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/06/25/le-gouvernement-affaiblit-methodiquement-les-agences-environnementales-et-sanitaires_6615714_3232.html

Aujourd'hui ces établissements sont plus menacés que jamais par le budget 2026, dont les coupes annoncées ciblent notamment les agences environnementales et sanitaires mais également ceux qui les financent : collectivités, opérateurs d'État, fonds divers... Ainsi le projet de loi de finances (PLF) 2026 demande 4,7 milliards d'euros « d'efforts » aux collectivités, soit deux fois plus que l'année passée, et certains spécialistes estiment que le montant de l'austérité s'élèvera en réalité à plus de 8 milliards d'euros. Pour les agences et opérateurs d'État, les pressions de la droite extrême et de l'extrême droite sont fortes pour effectuer un « grand ménage », que le gouvernement Macron a lui-même régulièrement appelé de ses vœux en 2025 : pour rappel, la ministre des comptes publics entendait encore « supprimer ou fusionner un tiers des agences et des opérateurs de l'État » en mai 2025. La droite extrême et l'extrême droite se sont mises aux services des lobbys pour faire valoir les intérêts de quelques uns au détriment de l'intérêt général. Ils s'attaquent aux opérateurs de l'État pour le fragiliser.

Cette austérité frappera des agences et des opérateurs affaiblis depuis des années : suppressions de postes à l'OFB et à l'Anses, réduction drastique du nombre d'ouverture de postes au concours de l'inspection du travail, réduction des effectifs et forte baisse du budget d'intervention de l'Ademe et l'ANCT, menace de fusions destructrices entre des organismes au détriment de la qualité du service qu'ils rendent au public... Ces attaques menées au niveau national se déclinent à toutes les échelles. Depuis l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la région Île-de France, l'Institut Paris Région, pilier francilien de la recherche et de l'expertise en urbanisme et environnement, a subi une réduction de 30 % de ses ressources financières.

Cette politique s'apparente dangereusement à celle menée par l'administration Trump aux États-Unis, où la suppression de crédits de recherche dédiées à l'environnement, les licenciements massifs au sein des agences sanitaires servent une stratégie de dérégulation de l'économie au détriment du bien commun. Cela permet d'une part à certains acteurs économiques de s'exonérer des conséquences écologiques et sanitaires de leurs activités et, d'autre part, de détourner les fonds publics destinés

à la régulation environnementale vers des politiques régressives et une économie de guerre, exacerbant les inégalités et accentuant la guerre sociale contre les travailleurs.

Face à leur destruction programmée, **plusieurs syndicats d'opérateurs et d'agences de la transition écologique, sociale et sanitaire se réuniront en assemblée générale à la bourse du travail le mercredi 26 novembre à 14 h dans la salle Jean Jaurès pour porter haut et fort leur refus du budget Macron-Lecornu, l'urgence de travailler ensemble, avec des moyens humains et financiers à la hauteur des besoins.** La classe politique doit comprendre qu'elle ne pourra désormais plus s'en prendre impunément aux agences publiques et opérateurs de l'État. Nous, agents qui incarnons ces organismes, sommes déterminés à nous organiser collectivement pour nous défendre, et ainsi préserver les missions de service public plus que jamais d'intérêt général face aux crises déjà en cours.

Nous appelons tous les acteurs qui se reconnaissent dans nos paroles à nous rejoindre ou à s'organiser dans leurs propres secteurs pour contrer cette politique qui nous pénalise collectivement.

Contacts presse :

Léo MARIASINE, délégué syndical CGT de L'Institut Paris Région : 06 03 39 24 46

Olivier Ledouble, secrétaire de la CGT Environnement, OFB et Parcs Nationaux : 06 33 19 64 50

Vincent SANCHEZ, représentant CGT du personnel de l'Anses : 06 66 13 03 75

Brian Padilla, syndicat CGT Muséum : 06 64 34 39 71

La CGT de l'Institut Géographique National : CGT@ign.fr